

# La politique budgétaire peut accroître à la fois l'emploi et la productivité

William Scarth<sup>1</sup>  
*Université McMaster*

DEPUIS QUELQUE TEMPS, on s'intéresse à nouveau à ce que Arthur Okun (1975) appelait « le grand compromis ». Sur les traces d'Okun, il semblait acquis et fondé de dire qu'il fallait atteindre un équilibre entre nos objectifs d'équité et d'efficacité. Prenons l'exemple d'une politique par laquelle le gouvernement offre une subvention à l'emploi ou une diminution des charges sociales — deux initiatives qui ont pour but de diminuer le chômage et, du même coup, de venir en aide aux pauvres. Si, pour financer cette initiative, le gouvernement décide d'augmenter l'impôt général sur le revenu, le fardeau fiscal des riches s'accroîtra. Les riches réagissent à des hausses d'impôt par une diminution des investissements et de la production, entraînant de ce fait une baisse des niveaux de vie matériels du citoyen moyen. Pour décrire la perte d'efficacité qui fait partie du processus de redistribution, *s'il n'existe déjà aucune déficience du marché que la redistribution peut atténuer*, Okun a créé la métaphore du seau qui fuit. Okun prétendait que « l'argent doit être amené du riche vers le pauvre dans un seau qui fuit. Une partie disparaîtra en cours de route, si bien que le pauvre ne recevra pas tout l'argent prélevé auprès du riche. » Associée au processus de redistribution, cette perte est particulièrement appréciable si l'imposition plus

élevée diminue le *taux constant* de croissance de la productivité de l'économie.

Les conseillers stratégiques du marché nous rappellent souvent la mise en garde d'Okun et, pour cette raison, insistent sur la diminution de croissance de la productivité qu'entraînent à leur suite les coûts de la lutte contre le chômage. En revanche, les conseillers stratégiques plus de gauche prétendent que le taux de croissance de la productivité ne risque pas de trop souffrir des mesures utilisées pour contrer le chômage. Mais est-il possible qu'il n'y ait *aucun* compromis et que les politiques budgétaires favorables à l'emploi puissent *simultanément* diminuer le chômage et augmenter la croissance de la productivité? Dans ce cas, il serait beaucoup plus sensé de s'attaquer au chômage structurel qu'on ne le pense habituellement. Notre document porte sur l'une des politiques budgétaires de cette catégorie — à savoir les subventions à l'emploi — et démontre qu'elle conduit *effectivement* à cette situation gagnante pour toute le monde, en l'occurrence un chômage moins élevé *et* une plus forte croissance de la productivité dans un modèle économique tout à fait standard. Nous prétendons dans ce document qu'il est donc possible de mener à bien cette politique avec beaucoup plus de confiance qu'on ne le croirait habituellement.

1 L'auteur est professeur d'économie à l'Université McMaster. Tout en conservant la responsabilité du contenu du document, je remercie Lonnie Magee, Lars Osberg, Krishna Sengupta, Andrew Sharpe et les participants des séminaires organisés aux universités Simon Fraser et Lakehead de leurs observations utiles. Courrier : [scarth@mcmaster.ca](mailto:scarth@mcmaster.ca).

Je ne suis pas le premier commentateur de la politique canadienne à laisser entendre qu'Okun a pu exagérer le compromis équité-efficiace auquel nous faisons face. Osberg (1995) a examiné des modèles de croissance endogène fort complexes dont l'une des propriétés est qu'une inégalité décroissante peut faire monter la croissance de la productivité globale. En effet, s'il y a moins de pauvres, un pourcentage moins élevé de la population fait face à la contrainte d'un emprunt qui empêche la poursuite d'études scolaires. Compte tenu qu'il est peu facile de mettre à l'essai ces modèles de croissance plutôt complexes, leur existence n'a pas modifié l'orientation du débat stratégique. Par exemple, Mintz (2001) souligne que l'inégalité décroissante peut entraîner une hausse de la croissance, plutôt qu'en être le résultat, mais il ne s'y attarde pas. Il opte plutôt pour ce qu'il considère comme étant une stratégie plus sûre, c'est-à-dire la théorie des effets de retombées, qui s'appuie sur le principe que la marée montante fait monter tous les bateaux. Cette approche populaire repose sur la poursuite de l'efficiace par la stimulation d'une croissance plus élevée de la productivité au moyen de réformes fiscales qui favorisent l'épargne et l'investissement. Les personnes à faible revenu en bénéficient même si les inégalités ne diminuent pas. Notre document apporte une contribution en présentant un exemple tout à fait simple et ordinaire de ce que Alan Blinder a appelé l'économie « du percolât », par lequel j'espère inciter davantage les décideurs à examiner sérieusement l'idée que des mesures égalitaires peuvent avoir un effet positif sur la croissance de la productivité.

Avant d'aborder en détail l'analyse, il serait bon de savoir pourquoi à la base nous ne devrions pas nous étonner que les politiques axées sur la diminution du chômage structurel n'obligent pas nécessairement à faire un compromis entre l'équité et l'efficiace. Comme le laisse entendre la phrase en italique dans le premier paragraphe,

une initiative peut promouvoir à la fois l'efficiace et l'équité à condition de partir de ce que les économistes appellent une situation « de second choix ». C'est justement ce genre de situation qu'offre le chômage involontaire.

Sans doute serait-il utile d'expliquer ce que les économistes entendent par une situation de second choix, en abordant brièvement un exemple présenté dans l'étude originale sur ce sujet (Lipsey et Lancaster, 1956). Dans une économie à deux biens, une analyse type nous amène à la conclusion qu'une taxe de vente sélective est un « mauvais » choix. Lorsqu'une taxe est imposée à l'achat d'un seul bien, le ratio des prix du marché ne correspond pas au ratio des coûts marginaux, si bien que les marchés décentralisés ne peuvent reproduire le résultat d'une parfaite planification, c'est-à-dire utiliser au mieux les maigres ressources d'une société. Cela s'explique parce que la société produit et consomme « une trop faible quantité » du bien imposé et « une trop grande quantité » du bien non imposé. Cette conclusion repose toutefois sur l'hypothèse qu'il n'existe initialement aucune distorsion du marché avant la perception de la taxe. On en arrive à un verdict différent si l'on suppose à l'origine une déficiace du marché. Par exemple, si un monopole restreint la vente du bien qu'il produit et qu'il en augmente le prix au-delà de son coût marginal, il se crée une inefficiace similaire (puisque la société consomme « une trop faible quantité » de ce bien et « une trop grande quantité » du bien concurrentiel). Deux mesures peuvent « régler » ce problème. La première consiste à éliminer le monopole par le recours à la *Loi sur la concurrence*; l'autre mesure est d'imposer une taxe d'accise sélective sur la vente de l'*autre* produit. Grâce à cette taxe, les prix des *deux* biens peuvent dépasser dans la même proportion leurs coûts marginaux respectifs et ainsi entraîner une répartition efficiace des ressources pour la société — même en présence du monopole. Par conséquent, le ver-

dict à l'égard du bien-fondé d'une taxe de vente sélective s'inverse totalement lorsqu'on passe d'une situation « sans autre distorsion » à un contexte « avec d'autres distorsions ».

Nous démontrons dans notre document que cette même logique s'applique en macroéconomie aux marchés de facteurs. S'il manque de renseignements ou si la compétition est imparfaite sur le marché du travail, le prix de la main-d'oeuvre sera « trop élevé » et les entreprises embaucheront « trop peu » d'employés. En stimulant l'emploi, nous pouvons augmenter l'efficacité globale, c'est-à-dire faire monter le taux de croissance de la productivité. Cela s'explique parce que la perspective de chômage diminuera chez le travailleur son désir d'acquérir un capital humain, et c'est pourquoi les politiques d'aide (par une diminution du chômage) aux personnes pauvres peuvent après tout favoriser la croissance. Nous analyserons cette simple idée plus en détail dans le reste du document.

### **Un modèle simple de croissance de la productivité en présence de chômage**

Notre analyse repose sur une version très simple de la théorie de la croissance endogène, qui nous sert de cadre pour examiner la pertinence d'une subvention à l'emploi. Contrairement à ce qu'on trouve dans les autres études, notre modèle pose une hypothèse « intermédiaire » au sujet de l'intensité des facteurs présents dans le processus de production. Le modèle type « *AK* » de croissance de la productivité endogène présente un « raccourci » puisqu'il suppose que le stock du savoir accumulé est simplement proportionnel au stock global du capital *physique*. Par contraste, dans la version de base du cadre bisectoriel de Lucas (1988), l'accumulation du savoir est entièrement indépendante du stock de capital physique. Le secteur de « l'éducation » ne ferait appel qu'au capital humain préexistant pour produire un nouveau savoir, ce qui signifie

que le moteur de la croissance de la productivité repose sur le capital *humain* et non sur le capital physique.

Il n'est donc pas surprenant que ces deux hypothèses d'aspect direct opposé aient des incidences très différentes au niveau de la politique budgétaire. La spécification type *AK* nous amène à une politique selon laquelle les taxes sur les intérêts créditeurs ne devraient pas exister, alors que l'hypothèse voulant que l'accroissement du savoir doive uniquement faire appel au capital humain nous amène à la proposition que les impôts sur les revenus salariaux ne devraient pas exister. La spécification utilisée dans la présente analyse (proposée par Barro et Sala-i-Martin (1995:144-146)) est une spécification intermédiaire attrayante. Elle pose en hypothèse que le capital physique et le capital humain sont utilisés dans les mêmes proportions pour la production des biens de consommation, des immobilisations physiques neuves et du savoir nouveau (capital humain). Selon cette hypothèse, le capital physique et le capital humain contribuent à part égale à faire du taux de croissance de la productivité un facteur « politisable ». Malgré cela, il est intéressant de souligner que, s'il est supprimé de l'analyse, le chômage donne quand même une certaine valeur à la proposition selon laquelle les impôts sur le travail devraient exister, au contraire de ceux qui sont imposés à l'égard du capital physique. Il y a donc deux raisons de trouver cette spécification intermédiaire attrayante. D'abord, comme il s'agit d'une spécification plus générale (puisque'elle englobe à la fois la spécification *AK* et celle de Lucas), elle est plus susceptible de s'appliquer à de véritables économies. En second lieu, elle s'oppose à notre conclusion recommandant le subventionnement plutôt que l'imposition du travail. Lorsqu'un tel environnement « hostile » appuie quand même cette conclusion, il nous donne davantage confiance dans son applicabilité vraisemblable.

Comme nous l'indiquons, nous envisageons une initiative stratégique destinée à diminuer le chômage et celle-ci accroît la probabilité que les individus profiteront du capital humain à leur disposition. Bref, la diminution du chômage augmente le rendement du capital humain et, de ce fait, stimule l'investissement dans l'éducation. Le gouvernement finance cette initiative par une augmentation de l'impôt sur le revenu général. Comme cette mesure englobe l'imposition des intérêts créditeurs, le financement de la subvention à l'emploi diminue l'incitation à l'épargne. Il faut alors se doter d'un modèle officiel pour savoir si le facteur améliorateur de croissance du taux plus élevé de chômage domine ou s'il est dominé par le facteur de décroissance qui accompagne l'impôt plus élevé sur les intérêts créditeurs qui sert à financer la subvention à l'emploi.

Je décrirai maintenant la structure du modèle. Dans le dernier paragraphe de cette section, je résume cette discussion du modèle sous forme d'un ensemble d'équations. Les lecteurs peuvent sauter le dernier paragraphe qui n'aura aucune conséquence sur leur évaluation du document. Il ne figure ici que pour les lecteurs qui désirent connaître le système précis permettant de valider toutes les affirmations du document (cela pourrait aussi se faire facilement par des méthodes ordinaires).

Nous commençons par la proposition simple que l'offre est égale à la demande; l'offre de biens produits est soit consommée par chacun des deux groupes de ménages — les « riches » et les « pauvres » —, soit elle sert à l'accumulation du capital physique et humain. Il peut sembler étrange d'indiquer que le PIB comprend l'investissement dans le capital humain, puisqu'un tel poste ne figure pas explicitement dans les comptes nationaux. Quoi qu'il en soit, le PIB comprend les dépenses de perfectionnement par les entreprises, et celles du gouvernement en éducation.

Les deux formes de capital, et de biens de consommation, sont le résultat d'une fonction de production ordinaire (entrées-sorties). Les entrées sont les stocks de capital physique et humain *utilisés*. Nous suivons la convention de la théorie de la croissance régulière en procédant à une abstraction à partir des cycles d'affaires de brève durée. Le capital physique est donc pleinement utilisé. Mais comme il y a chômage structurel, le capital humain n'est pas utilisé de la même façon. Le pourcentage du stock de capital humain utilisé est  $(1 - u)$  où  $u$  est le taux de chômage. La fonction de production peut s'exprimer sous la forme  $Y = AK$  (où  $Y$  et  $K$  représentent la production et le facteur du capital physique), forme semblable à celle qui est utilisée dans la théorie de la croissance endogène dans son expression la plus fondamentale. Toutefois, la différence ici tient au fait que  $A$  n'est *pas* une constante déterminée par le facteur technologique. Cette constante augmente si le chômage structurel est moins élevé puisque le capital physique dispose d'une main-d'oeuvre plus abondante. Pour cette raison, une stratégie gouvernementale influera sur le paramètre  $A$ .

On suppose que les ménages louent aux entreprises (qui appartiennent à d'autres ménages) leur capital physique et humain. Pour les entreprises, maximiser les bénéfices les amène à embaucher les facteurs jusqu'à ce que le coût des produits marginaux soit égal aux prix de location. L'expression du produit marginal de chaque facteur d'entrée découle de la fonction de production totale. Les autres relations nécessaires à la définition du modèle décriront la façon dont les ménages décident de leur consommation ou épargne (investissement dans le capital), la façon dont est déterminé le taux de chômage et enfin la façon dont le gouvernement finance son initiative de création d'emplois. Nous examinerons chacune de ces questions.

Tout comme Mankiw (2000), nous supposons qu'il y a deux groupes de ménages, chacun

représentant une moitié de la population. Un groupe est patient, l'autre ne l'est pas. Les ménages patients épargnent tant et aussi longtemps que le rendement du capital après impôt dépasse leur taux d'impatience, et cette épargne génère le revenu nécessaire à un taux de croissance positif de la consommation. Cette croissance des niveaux de vie est égale au taux de croissance de la productivité de l'économie. Dans sa forme la plus simple, ce résultat reflète la proposition directe selon laquelle le taux de croissance de la productivité est égal au quotient de l'excédent du taux d'intérêt après impôt par le taux d'impatience des ménages. L'autre condition qui découle de l'optimisation de l'accumulation du capital par les ménages est que le capital physique et humain doivent produire le même taux de rendement par unité de telle sorte que les ménages peuvent aussi bien détenir leur richesse sous une forme ou l'autre du capital.

Ces ménages, qui sont tournés vers l'avenir, prennent deux décisions distinctes. Comme groupe, chaque famille décide d'accumuler du capital d'après le rapport consommation-croissance dont nous venons de parler. Comme le souligne Alexopoulos (2003), on peut imaginer que cette décision est prise par le patriarche de la famille, qui considère les résultats des divers membres de la famille sur le marché du travail comme des facteurs exogènes à son problème de planification. Il choisit le plan optimal d'accumulation du capital et attribue à chaque membre de la famille le montant correspondant à consommer à chaque période. Chaque membre de la famille est libre d'augmenter ce niveau de consommation par sa participation sur le marché du travail. Plusieurs interprétations du marché du travail sont possibles. Par exemple, un membre de la famille peut faire fluctuer son effort de travail au terme de ce qu'on appelle souvent un « échange de présents » avec son employeur. L'entreprise offre de verser un salaire supérieur à la concurrence en échange d'un effort de tra-

vail accru. Il en résulte donc une productivité plus élevée mais aussi un chômage. À ce taux de salaire plus élevé, l'entreprise ne juge pas rentable d'embaucher toutes les personnes qui désirent travailler. Lorsqu'il y a équilibre des présents échangés, le taux de salaire équilibre le « marché » pour ce qui est de l'effort des travailleurs; il cesse donc d'être une variable susceptible de se rajuster pour supprimer le chômage. Dans une seconde interprétation, les travailleurs de chaque entreprise confient à un représentant le soin de négocier les salaires avec l'employeur. Si le négociateur demande un salaire qui dépasse le choix extérieur des travailleurs — mais seulement de façon limitée puisque le négociateur cherche également un taux élevé d'emploi — une spécification très similaire du taux de chômage apparaît. Particulièrement intéressant dans ce cas est que (selon l'une ou l'autre interprétation) le taux de chômage varie inversement au niveau de la subvention à l'emploi. Nous n'avons clairement pas besoin de notre modèle complet pour arriver à cette conclusion, mais il permet de mieux voir comment une subvention à l'emploi influe sur le taux de croissance des niveaux de vie (le taux de croissance de la productivité).

Le deuxième groupe se compose de ménages impatientes. Leur taux de préférence temporelle est à ce point élevé qu'ils n'épargnent jamais au-delà de l'investissement dans le capital humain dont ils ont besoin pour avoir un emploi. Pour cette raison, ce groupe consomme simplement tout son revenu, qui correspond à la moitié du revenu du travail après impôt à la fin de chaque période, majoré d'un transfert versé par le gouvernement à ce groupe à faible revenu, moins ses dépenses engagées dans l'acquisition du capital humain. Ce groupe de personnes a avec son employeur la même relation que nous avons décrite dans le paragraphe précédent. Comme ce groupe représente la moitié de la population, il constitue aussi la moitié des

chômeurs. Ce sont des gens relativement pauvres puisqu'ils ne reçoivent jamais d'intérêts créditeurs d'un capital physique.

La dernière composante de ce modèle est la contrainte budgétaire du gouvernement. Pour le gouvernement, le taux d'impôt sur le revenu doit être rajusté de manière à générer des recettes fiscales tout juste suffisantes pour payer le coût des transferts généraux et des subventions à l'emploi, lorsque celles-ci sont offertes.

Bon nombre d'économistes de renom, comme Phelps (1997), Solow (1998) et Freeman (1999), favorisent les subventions à l'emploi. Dans la pratique, ils préconisent une vaste extension de la politique du crédit d'impôt sur le revenu gagné aux États-Unis. Les lecteurs qui appliquent l'analyse de notre document au Canada devraient donc l'interpréter comme un appel à la mise en application du crédit d'impôt sur le revenu gagné dans notre pays. Aussi étonnant que cela puisse paraître, compte tenu de la très grande visibilité des défenseurs des subventions à l'emploi, l'examen de cette vaste stratégie dans le contexte d'un modèle endogène de croissance de la productivité n'a jamais été fait avant.

Comme nous le mentionnions au début de cette section, le dernier paragraphe présente une liste des équations servant à définir le modèle. Les lecteurs qui ne voient pas la nécessité de valider officiellement les conclusions de notre document peuvent laisser de côté ce paragraphe. La contrainte exercée sur les ressources de l'économie s'écrit sous la forme  $Y = C + E + \Delta K + \Delta H$ , où  $Y$ ,  $C$ ,  $E$ ,  $K$  et  $H$  représentent la production totale, les dépenses de consommation par les ménages tournés vers l'avenir (groupe 1), les dépenses de consommation des ménages qui vivent au jour le jour (groupe 2), le capital physique et le capital humain. La fonction de production Cobb-Douglas est  $Y = aK^b(1-u)H^{1-b}$  ou  $Y = AK$  puisque  $B = (1-u)H/K$ ,  $A = aB^{1-b}$  et  $u$  est le taux de chômage. Pour qu'il y ait maximisation

des bénéfiques,  $bA = r$  et  $(1-b)Y/(1-u)H = w$ , où  $r$  et  $w$  sont les prix de location du capital physique et humain. L'optimisation intertemporelle par les ménages du groupe 1 mène à l'équation  $\Delta C/C = r(1-t) - i$ , où  $t$  et  $i$  sont les taux de l'impôt sur le revenu et des choix temporels. Les dépenses des ménages du groupe 2 s'expriment sous la forme  $E = R + [w(1-u)H - \Delta H]/2$ , où  $R$  représente les transferts reçus. L'équation du taux de chômage s'écrit  $u = (b(1-v)/v)(1-s)$ , où  $s$  est la subvention à l'emploi et  $v$  est l'exposant de l'emploi dans la fonction objective de Cobb-Douglas du négociateur collectif. Le coefficient de pondération des salaires est  $(1-v)$ . La contrainte budgétaire du gouvernement s'exprime comme  $sw(1-u)H + R = trK + tw(1-u)H$ , qui stipule que les recettes fiscales servent à payer les transferts généraux et les subventions à l'emploi. Comme on suppose aussi que la croissance est équilibrée,  $\Delta C/C = \Delta K/K = \Delta H/H = n$ . Les équations déterminent les réponses de  $n$ ,  $c$ ,  $e$ ,  $t$ ,  $r$ ,  $w$ ,  $u$ ,  $A$  et  $B$ , lorsque la subvention à l'emploi est offerte ( $s$  augmente de valeur). Les valeurs de  $c$  et de  $e$  sont définies comme étant  $C/K$  et  $E/K$ , et on pose l'hypothèse que le gouvernement établit le ratio transferts : PIB comme  $R/Y$ . Nous discuterons dans la section suivante de quatre propriétés de ce système, à savoir que  $n$ ,  $c$  et  $e$  augmentent de valeur et que  $u$  régresse à mesure que  $s$  prend une valeur positive.

## L'analyse stratégique

Comme nous l'indiquions précédemment, nous laissons au lecteur intéressé le soin d'utiliser les équations pour vérifier les résultats que nous allons maintenant résumer. Une subvention à l'emploi a pour effet de diminuer le chômage. Pour cette raison, le capital physique dispose d'une main-d'oeuvre plus abondante ce qui, à son tour, augmente le produit marginal du capital physique et, du même coup, le taux d'intérêt. Il y a donc plus grande incitation à l'épargne. Lorsque cette initiative est financée

au moyen d'un taux d'imposition plus élevé sur le revenu personnel, l'incitation à l'épargne diminue mais ne disparaît pas. La valeur du modèle officiel réside dans le fait qu'il nous permet de constater que, des deux effets concurrentiels sur le rendement de l'épargne après impôt, à savoir l'augmentation du taux de rendement avant impôt et l'augmentation du taux d'impôt appliqué à ce rendement, le premier *doit* dominer. Le modèle nous enseigne aussi que l'atteinte à long terme d'une croissance plus élevée de la productivité n'entraîne *aucune* douleur à court terme (puisque ni les ménages les plus riches ni les plus pauvres n'ont à diminuer leur consommation). De fait, les résultats sont favorables à trois égards : le chômage diminue, le niveau de la consommation augmente et le taux constant de croissance de la productivité progresse. Même si je ne peux évidemment pas prétendre que tous les modèles appuieront ces conclusions, nous savons au moins que ce modèle très ordinaire le fait. On peut aussi indiquer que la hausse du taux de croissance est plus marquée lorsque la subvention à l'emploi est financée par une taxe sur les dépenses au lieu d'un impôt sur le revenu. Notre analyse ajoute donc du poids à la proposition budgétaire plus normale qui est axée sur la hausse de la productivité (p. ex., Mintz (2001)) : remplacer l'impôt sur le revenu par une taxe sur les dépenses. Quoi qu'il en soit, nous sommes d'avis que l'analyse de base de la croissance endogène favorise les initiatives destinées à diminuer le chômage structurel.

Cette conclusion n'est pas tellement étonnante si l'on se rappelle le théorème de Bhagwati/Ramaswami (1963). Ce théorème, qui prône un contexte de second choix, énonce que le bien-être économique a le plus de chance de s'améliorer si nous atténuons la distorsion à sa source même. Comme, dans ce cas, la distorsion vient du fait que les salaires « trop élevés » empêchent de donner de l'emploi à tous, on

s'attendrait alors à ce que le gouvernement améliore la situation en réduisant les salaires que les entreprises doivent verser. On pourrait essentiellement dire la même chose en indiquant que le problème de second choix réside dans une déficience du marché du travail, comme une information asymétrique ou une concurrence imparfaite, qui fait « trop » diminuer le niveau de l'emploi. La stimulation directe qu'exerce une subvention à l'emploi supprime en partie la distorsion originale à sa source, d'où la raison d'appuyer dans notre analyse de telles initiatives.

## Conclusion

Phelps (1997), Solow (1998) et Freeman (1999) ont tous âprement défendu les subventions à l'emploi. Malgré l'intérêt généralisé que cette proposition a suscité, aucune des analyses existantes n'a examiné son effet sur la croissance de la productivité. Notre analyse comble au moins en partie cette lacune dans la documentation. Il est rassurant pour les tenants de cette approche que ce contexte de croissance variable de la productivité donne plus de poids à une telle politique.

Il serait évidemment utile que d'autres études examinent le caractère général de cette conclusion. J'ai volontairement restreint l'analyse officielle à sa plus simple expression puisque mon but était de souligner qu'il n'était pas nécessaire de construire des modèles complexes pour supprimer le compromis entre l'équité et l'efficacité. Autrement dit, j'ai voulu illustrer que des exemples opposés à la théorie d'Okun (le seau qui fuit) ne devraient pas être considérés comme des curiosités théoriques. Ma stratégie consistait en partie à offrir des simplifications qui conduisent plus difficilement à cette conclusion. Par exemple, si l'on suppose que les entreprises investissent simplement l'épargne des ménages, aucun des problèmes keynésiens découlant d'une insuffisance de la demande ne peut surve-

nir. Si j'avais permis au chômage d'exister pour cette raison (autrement dit, si j'avais tenu compte des cycles d'affaires, du chômage cyclique et de l'utilisation variable de la capacité), il aurait été encore plus facile de montrer que la diminution du chômage et de la capacité excédentaire aurait stimulé un investissement plus élevé. Une partie des autres hypothèses figurent par commodité. La fonction de consommation implique une élasticité des intérêts de l'épargne qui est sans doute plus prononcée que dans la réalité. Néanmoins, étant donné que l'effet favorable des taux d'intérêt plus élevés et l'effet défavorable des impôts plus élevés sur les intérêts créditeurs opèrent par ce même paramètre, ma simplification n'a vraisemblablement aucune conséquence sur les résultats.

Des lecteurs n'aimeront sans doute pas que mon analyse stratégique appliquée ne semble reposer sur aucune mesure empirique. En vérité, nos conclusions s'appuient sur quelques données empiriques. Une de nos conclusions — à savoir que les niveaux de vie des ménages tournés vers l'avenir augmentent lorsque le chômage diminue — nous oblige à mesurer certaines caractéristiques de l'économie. Pour que ce résultat tienne, nous nous appuyons sur un ensemble d'hypothèses suffisant, mais non obligatoire, voulant que la part du capital physique dans le revenu national et le taux initial d'impôt sur le revenu correspondent à un tiers, et que le taux initial du chômage structurel soit de 6 %. Comme ce jeu d'hypothèses est plausible (et tout juste suffisant, mais non nécessaire, à l'application de ce résultat), nous espérons ainsi rassurer un plus grand nombre de lecteurs d'orientation empirique.

On pourrait aussi s'inquiéter que notre analyse délaisse le fait que le Canada est une économie ouverte plutôt petite. Toutefois, notre analyse peut s'appliquer fondamentalement à tout le continent nord-américain. Comme le Canada et les États-Unis discutent souvent des mêmes options stratégiques, la simplification

obtenue par l'application du modèle à l'ensemble du continent présente un attrait.

Enfin, on pourrait craindre que — sur le plan de la faisabilité politique — le Canada n'ait pas eu pas l'appétit nécessaire pour instaurer de nouveaux programmes gouvernementaux, comme le crédit d'impôt sur le revenu gagné (qui est l'analogue de la subvention à l'emploi dans une politique appliquée). Par contre, il semble qu'en ce moment l'intérêt politique pour de tels programmes soit en progression. Dans sa récente *Mise à jour économique et financière* (Finances Canada, 2005), le gouvernement fédéral a annoncé une nouvelle prestation fiscale pour le revenu gagné (à compter de 2008). Cette initiative a comme objectif « d'aider les Canadiens à faible revenu à éviter le piège de l'aide sociale. » Le fait que cette politique est incluse dans le document sous la section « Établir un environnement propice à l'investissement » suggère que Finances Canada commence peut-être à reconnaître les effets bénéfiques pour la croissance de s'attaquer au chômage structurel et aux inégalités (qui est ici notre sujet principal).

Une autre façon pour les décideurs d'appliquer notre message serait de favoriser une diminution des charges sociales puisque bon nombre d'analyses du marché du travail ont révélé qu'il était possible de réduire le niveau du chômage structurel par une telle mesure. Il faut toutefois se souvenir que l'assiette fiscale de la rémunération représente la facture salariale (le taux de salaire multiplié par le niveau d'emploi), alors que celle de la subvention à l'emploi représente simplement le niveau de l'emploi. Une diminution des charges sociales ne saurait donc remplacer parfaitement une subvention à l'emploi. De fait, après vérification de ma part, j'ai constaté qu'il faudrait disposer de données empiriques plus abondantes pour qu'une analyse de la diminution des charges sociales appuie les conclusions du présent document. Par conséquent, nous ne cherchons pas ici à avoir le



« dernier mot » sur une politique budgétaire qui puisse à la fois améliorer l'efficacité et l'équité. Nous avons plutôt tenté de défendre le plus simplement possible l'idée qu'un tel résultat gagnant pour tout le monde réside dans le domaine des possibilités et nous avons appuyé l'initiative gouvernementale contenue dans la récente *Mise à jour économique et financière*.

La plus grande partie des débats stratégiques actuels au Canada en macroéconomie favorisent l'accroissement de la productivité. Par exemple, Mintz (2001), dans son document influent intitulé *Most Favored Nation: Building a Framework for Smart Economic Policy*, préconise des diminutions d'impôt et une réforme fiscale pour accroître l'épargne et l'investissement. Même s'il examine l'inégalité des revenus, il conclut à la base que la croissance doit constituer l'objectif primaire puisque, en l'absence de croissance, les gouvernements ont de la difficulté à mettre de l'avant des politiques sociales susceptibles d'atténuer les inégalités. Bien qu'il mentionne la possibilité d'opter pour des considérations de second choix, qui ont pour effet d'inverser la direction de la causalité

dans le lien entre l'inégalité et la croissance, il n'examine pas cette question outre mesure. Notre analyse vise le contraire. Nous avons démontré, lorsqu'on utilise un modèle tout à fait régulier de croissance endogène de la productivité, qu'une politique qui cherche à atténuer les inégalités par une diminution du chômage favorisera une amélioration de la croissance. Bref, il n'est pas si difficile de trouver des exemples contraires à la théorie d'Okun (le seau qui fuit). Les analyses stratégiques devraient donc chercher en priorité à explorer la robustesse de nos résultats et à trouver d'autres exemples contraires (dans des contextes que d'aucuns considéreraient comme plus réalistes).

Les décideurs devraient faire bon accueil à nos conclusions. Les compromis sont intimidants pour les politiciens et font de l'inaction un choix très intéressant. Si les décideurs n'ont pas à subir une diminution de la croissance de la productivité à long terme lorsqu'ils cherchent à réduire le chômage structurel, l'objectif d'un chômage moins élevé devrait alors être plus faisable d'un point de vue politique.

## Références

- Alexopoulos, M. « Growth and Unemployment in a Shirking Efficiency Wage Model », *Canadian Journal of Economics* 36, 2003, 728-746.
- Barro, R., et Sala-i-Martin, X. *Economic Growth*, New York, McGraw Hill, 1995.
- Bhagwati, J., et V. Ramaswami. « Domestic Distortions, Tariffs, and the Theory of Optimum Subsidy », *Journal of Political Economy* 71, 1963, 44-50.
- Freeman, R. *The New Inequality: Creating Solutions for Poor America*, Boston, Beacon Press, 1999.
- Finances Canada, *Mise à jour économique et financière 2005*, « Chapitre 5 : Plan pour la croissance et la prospérité », <http://www.fin.gc.ca/ec2005/ec/ecc5f.html>
- Lipsey, R., et K. Lancaster. « The General Theory of Second Best », *Review of Economic Studies* 24, 1956, 11-32.
- Lucas, R. « On the Mechanics of Economic Development », *Journal of Monetary Economics* 22, 1988, 3-42.
- Mankiw, G. « The Savers-Spenders Theory of Fiscal Policy », *American Economic Review, Papers and Proceedings* 90, mai 2000, 120-125.
- Mintz, J. *Most Favored Nation: Building a Framework for Smart Economic Policy*, Toronto, C.D. Howe Institute, 2001.
- Okun, A. *Égalité vs efficacité : comment trouver l'équilibre?*, Washington, The Brookings Institution, 1975.
- Osberg, L. « The Equity/Efficiency Trade-off in Retrospect », *Canadian Business Economics* 3, 1995, 5-19.
- Phelps, E. *Rewarding Work*, Boston, Harvard University Press, 1997.
- Solow, R. *Work and Welfare*, Princeton, Princeton University Press, 1998.